



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 12 JAN 2026

**fixant des prescriptions complémentaires relatif à l'exploitation des installations
à la société COMPTOIR AGRICOLE Erstein
située 9 rue Georges Besse à ERSTEIN (67150)
N° AIOT : 0006700496**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND-EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement notamment le titre 1^{er} ;
- VU l'article R. 181-46 du code de l'environnement autorisant le préfet à fixer des prescriptions complémentaires ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;
- VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;
- VU les actes antérieurement délivrés pour l'établissement exploité par la société COMPTOIR AGRICOLE Erstein sur le territoire de la commune d'Erstein, dont notamment, l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 septembre 1986 autorisant la société Comptoir Agricole à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement à Erstein ;
- VU le dossier de « porter à connaissance » du 24 septembre 2025 par lequel la société COMPTOIR AGRICOLE Erstein notifie des modifications au sein de son établissement d'Erstein, en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;
- VU le rapport en date du 3 décembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la société COMPTOIR AGRICOLE Erstein a été régulièrement autorisée pour ses installations ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification, objet du porter à connaissance mentionné ci-dessus ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées par l'exploitant n'ont pas d'incidence particulière sur l'environnement des installations ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre en compte les modifications sollicitées sous la forme d'un arrêté complémentaire conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1 - Modification

Les dispositions des articles 1, 58 et 59 de l'arrêté préfectoral susvisé du 26 septembre 1986 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

- Article 1 - Liste des installations concernées par les rubriques de la nomenclature des installations classées**

La société COMPTOIR AGRICOLE Erstein, dont le siège social est situé 35 route de Strasbourg à HOCHFELDEN (67270), se conforme aux prescriptions suivantes concernant ses installations situées 9 rue Georges Besse à ERSTEIN (67150), autorisées par arrêté préfectoral du 26 septembre 1986.

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature et capacité totale des installations, observations
2160-2a	A	Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 : 2. Autres installations : a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m ³	Stockage de céréales en silos avec un volume total de 49 000 m ³ Séchage de céréales avec 2 bâtiments avec 3 séchoirs (1 « Satig » et 2 « Roulin »)
4110-1b	DC	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 t	Dépôt et magasin (produits phytosanitaires) 750 kg
4110-2b	DC	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg	Dépôt et magasin (produits phytosanitaires) 200 kg
4510-2	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Dépôt et magasin (produits phytosanitaires) 30 tonnes

A (autorisation) ; E (Enregistrement) ; D (Déclaration) ; DC (soumis au contrôle périodique)

- **Article 58 - Installations de combustion (séchoirs)**

Les installations de combustion assurant le séchage des céréales de maïs, de tournesol et de céréales à paille comportent 2 bâtiments de séchage (séchoirs) :

- séchoir « SATIG » (maïs) : 1 colonne de séchage équipée de 2 brûleurs de gaz fonctionnant en saturation d'air et alimentés au gaz naturel (puissance calorifique totale 2 x 3,6 Mwh/h, soit 7,2 Mwh/h) ;
- séchoir « ROULIN » (tournesol) : 2 colonnes de séchage identiques réunies dans un seul bâtiment et fonctionnant avec 2 brûleurs alimentés au gaz naturel (puissance calorifique totale 2 x 1,3 Mwh/h, soit 2,6 Mwh/h).

La puissance thermique nominale totale des 2 bâtiments de séchage est de 20 MW.

Les installations de combustion assurent le séchage des céréales par contact direct, utilisées pour permettre l'activité de stockage, sont considérés comme connexes à l'activité de stockage de grains et sont classées au titre de la rubrique 2160.

- **Article 59 - Valeurs limites et conditions de rejet**

Les installations de combustion sont soumises aux dispositions des articles « 6. Air - Odeurs » et suivants de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Article 2 - Modalités d'exécution, voies de recours

Article 2.1 - Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.2 - Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 2.3 - Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1^{er}, du code de l'environnement.

Article 2.4 – Mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 2.5 - Voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 2.6 - Exécution

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargé de l'inspection des installations classées ;
- l'exploitant,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société COMPTOIR AGRICOLE Erstein, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Sélestat-Erstein ;
- au maire d'Erstein.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO